



Paris, le 8 avril 2020

DECLARATION LIMINAIRE AU CHSCT-M DU 8 AVRIL 2020

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Au-delà des congratulations de forme de la part d'un système qui installe la déconstruction d'un service public de qualité depuis des années, les fonctionnaires, les agents publics et les salariés de nos exploitations agricoles et ateliers technologiques, qui se mobilisent au service de l'Etat, demandent qu'en plein cœur de cette crise sanitaire inédite leur administration, leur ministère de tutelle réagissent de manière exemplaire et les placent dans des conditions sécurisées d'exercice de leurs métiers en matière d'hygiène, santé et sécurité au travail.

Si le pays est réellement en guerre sanitaire contre un virus, tous les personnels les plus exposés civils et militaires, engagés dans cette lutte citoyenne, qui participent donc à l'effort de la Nation, « en première ligne » au quotidien, doivent bénéficier de la protection maximale de la part de l'Etat qui les mobilise. Contrairement aux militaires qui s'engagent en pleine conscience de la potentialité de mort dans l'exercice de leur métier, la population des « invisibles » (selon le terme très inapproprié qui est dévolu actuellement) qui sont « en première ligne » aujourd'hui n'a jamais adhéré à ce principe.

Nous saluons tous nos collègues des services de santé quel que soit leur métier pour leur engagement, comme tous ceux qui sont sur leur lieu de travail pour faire respirer et vivre la société, la Nation.

Pour ce qui concerne les agents du MAA et de ses établissements, engagés à tous les niveaux pour que le service public assure une continuité même en plein cœur d'une crise planétaire, l'**UNSA** demande solennellement qu'ils puissent rester dans une sérénité, sécurité maximale. Il s'agit donc bien d'assurer ces conditions de travail actuellement, mais aussi de discuter, d'ores et déjà, des conditions du retour au travail. L'administration doit dès maintenant anticiper l'après confinement. Pour l'**UNSA** cela n'est pas envisageable sans un maximum de garanties pour la santé et la sécurité de tous dans l'exercice de nos métiers.

Nous demandons le rappel du droit à la déconnexion, les conditions d'exercice du télétravail étant actuellement compliquées à gérer.

Il a été très compliqué à mettre en place dans l'enseignement, la DGER devra s'emparer de cette question, rapidement après la sortie de crise. Les TIM ou TFR en informatique ont subi et subissent encore une grande pression pour faciliter la continuité pédagogique, mais aussi les enseignants, les formateurs de centre, les personnels des services de vie scolaire, les directions, les services administratifs qui répondent au quotidien aux demandes des usagers et des familles qui sont en insécurité.

Nous demandons la décontamination généralisée de tous les lieux d'exercice des agents du MAA, la mise en place de protocoles harmonisés précis de nettoyage des locaux pour la gestion du Covid-19. Nous demandons la fourniture sur les lieux de travail de tous les matériels de protection liés aux gestes barrières notamment (gel hydro-alcoolique conforme, masques de protection homologués, ...).

Nous demandons que la protection des agents en contrôles sanitaires dans les abattoirs et dans les SIVEP soit assurée de manière rigoureuse conformément aux mesures gouvernementales.

Enfin, nous demandons un dépistage généralisé des apprenants et de tous les personnels avant la reprise du travail. L'immunité collective, nous le rappelons, correspond à la somme de deux composantes : d'une part, la **résistance des sujets de la population devenue immune**, d'autre part, la diminution du risque d'exposition des sujets demeurés réceptifs. Nous sommes encore loin d'avoir atteint ces deux objectifs. Il est donc raisonnable de penser que nos demandes sont légitimes.

Alors que pendant des années les services publics et leurs agents ont été présentés, par les politiques ultra libérales, comme des charges d'une autre époque, ces mêmes agents et collègues des services publics en pleine crise, avec des moyens rognés, souvent insuffisants assurent, parfois au péril de leur vie, la continuité de la République par la présence d'un Etat républicain régulateur incontournable et indispensable dans la tourmente.